

(N° 35.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1890-1891.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1890.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	3883.	Par pétition datée de Roulers, le 30 septembre 1890, Le sieur Lambrecht, à Roulers, demande que son fils, soutien de famille, soit exempté du service mili- taire.
----	-------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

2.	3884.	Par pétition datée de Schaerbeek, le 11 septem- bre 1890, Le sieur Huchaus, à Schaerbeek, sollicite un secours.
----	-------	--

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

3.	3885.	Par pétition datée d'Andrimont, Le sieur Rahier, ancien employé de l'administration des chemins de fer de l'État. à Andrimont, sollicite une augmentation de pension ou un secours.
----	-------	--

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de
fer, Postes et Télégraphes.*

Numéros
du
feuillet.

Numéros
du registre des
pétitions.

4.

5886.

Par pétition datée de Bruxelles, le 9 septembre 1890,

Le sieur Van den Berghe, à Bruxelles, se plaint que des secours alimentaires soient refusés, en été, aux indigents.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

5.

5889.

Par pétition datée de Bruges, le 7 juillet 1890,

Des brasseurs de Bruges et de l'arrondissement proposent une modification à l'article 7 de la loi sur les débits de boissons alcooliques.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

6.

5890.

Par pétition datée d'Anvers, le 1^{er} août 1890,

Le sieur Sebille, à Anvers, se plaint d'un déni de justice et demande une enquête.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

7.

5891.

Par pétition datée d'Anvers, le 17 septembre 1890,

Les président et secrétaire de la « Chambre de commerce » d'Anvers prient la Chambre de refuser son adhésion au nouveau règlement douanier proposé par l'Égypte en 1883.

DÉCISION : *Renvoi à la section centrale du budget des Affaires Étrangères.*

8.

5892.

Par pétition datée de Dampremy, le 30 octobre 1890,

Le sieur Greffe, cafetier, à Dampremy, réclame l'intervention de la Chambre pour être exonéré du droit de licence établi par la loi du 19 août 1889 sur les débits de boissons alcooliques.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

9.

5893.

Par pétition datée de Wihéries, le 23 octobre 1890,

Le sieur Dubuisson, à Wihéries, se plaint de l'insuffisance du personnel enseignant des écoles communales de cette localité et des effets qui en résultent.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique avec prière de faire procéder à une enquête sur les faits signalés.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

10.	5894.
-----	-------

Par pétition datée de Haesdonck, le 3 novembre 1890,

Le sieur Jacobs, ancien secrétaire communal de Haesdonck propose des modifications au régime des statuts de la caisse de prévoyance des secrétaires communaux tendant à améliorer le sort des secrétaires pensionnés.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique pour être transmise à la Commission spéciale instituée pour l'examen des améliorations à apporter au régime de la caisse des pensions des secrétaires communaux.

11.	5895.
-----	-------

Par pétition datée de Hingene,

Des habitants de Hingene demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

12.	5896.
-----	-------

Par pétition datée de Mons, le 25 octobre 1890,

Le sieur Galmache, à Mons, propose un système de votation.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

13.	5897.
-----	-------

Par pétition datée de Grobbendonck, le 25 octobre 1890,

Le sieur Storms, à Grobbendonck, récemment frappé de cécité, demande que son fils, milicien de la levée de 1888, soit admis à rentrer dans ses foyers.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

14.	5898.
-----	-------

Par pétition datée de Binche, le 8 novembre 1890,

Le sieur de Kerf, ancien commissaire de police, à Binche, se plaint d'avoir été arbitrairement destitué. Il demande que l'arrêté de révocation soit rapporté et qu'une pension lui soit accordée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

15.	5899.
-----	-------

Par pétition datée de Jemeppe-sur-Meuse, le 7 novembre 1890,

Le conseil communal de Jemeppe-sur-Meuse réclame

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

itérativement le rachat par l'État, du pont de Seraing.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

16. 3900. Par pétition datée de Gand, le 9 novembre 1890,
Le sieur Tanizey, à Gand, demande que des poursuites soient exercées contre l'auteur de l'attentat aux mœurs qui a été commis dans le parc de Saint-Gilles.
Même demande du sieur Pyhoeti, à Audenarde.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

17. 3901. Par pétition datée de Liège, le 8 novembre 1890,
Le secrétaire de la « Chambre de commerce de Liège » réclame la création d'une seconde chambre au tribunal de commerce de Liège en vue d'assurer une plus prompte expédition des affaires soumises à cette juridiction. Elle émet, en outre, le vœu de voir déclarer éligibles aux fonctions de juges consulaires, les administrateurs et les directeurs-gérants des sociétés anonymes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

18. 3902. Par pétition datée d'Anvers, le 10 novembre 1890,
Les membres du comité de l'« Union philanthropique d'anciens sous-officiers », à Anvers, réclament l'intervention de la Chambre auprès du Gouvernement afin d'obtenir que le sort des anciens combattants de 1830 soit améliorée.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du Budget des Dotations.*

19. 3903. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} novembre 1890,
Les président et secrétaire de la « Fédération générale des instituteurs belges », à Bruxelles, proposent diverses mesures tendant à relever l'enseignement primaire communal et à améliorer le sort des instituteurs.

DÉCISION : *Renvoi à la section centrale du Budget de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du fennllelon.	Numéros du registre des pétitions.
20.	5904.

Par pétition datée de Gand,

Les présidents et les secrétaires de la « Société des brasseurs belges » réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution des sommes indûment perçues par le Trésor, au préjudice d'un grand nombre de brasseurs, abusivement constitués en contravention à la loi du 20 août 1885.

DÉCISION : *Renvoi à la Commission des Finances.*

21.	5905.	Par pétition datée de Releghem, le 25 septembre 1890.
-----	-------	---

Le conseil communal de Releghem transmet à la Chambre une délibération relative à la nomination du sieur Van Mulders comme secrétaire communal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

22.	5906.	Par pétition datée d'Audenarde, le 8 novembre 1890, Des instituteurs communaux de la Flandre orientale se plaignent d'être tenus de payer un intérimaire de leurs propres deniers en cas de maladie et demandent le retour à l'ancien régime.
-----	-------	--

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

23.	5907.	Par pétition datée d'Eecloo, Le sieur Van Nevel, à Eecloo, se plaint que les bourgmestre et échevins de cette ville aient abusivement délivré un certificat à un milicien libérant celui-ci du service militaire et demande le redressement de cette irrégularité.
-----	-------	---

Des habitants d'Eecloo appuient cette demande.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

24.	5908.	Par pétition datée d'Anvers, le 5 août 1890,
	5937.	Des employés de l'administration des douanes, à Anvers, sollicitent une amélioration de position.

Même demande d'employés de l'administration de la douane à Arlon, Berneau, Beaumont, Bruxelles, Charleroi, Desschel, Dolhain, Heer-Agimont, Lommel, Maeseyck, Menin, Moulant, Neer-Haeren, Neerpelt,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

Quévy, Sugny, Vierves, Wervicq, et d'une localité non dénommée; d'employés de la douane de diverses brigades.

DÉCISION : Renvoi à la section centrale du Budget des Finances.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 25. | §909. | Par pétition datée de Louvain, le 14 octobre 1890, |
| | §920. | Des commis des accises, à Louvain, demandent une amélioration de position |
| | | Même demande de commis des accises, à Lessines. |

DÉCISION : Renvoi à la section centrale du budget des Finances.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 26. | §912. | Par pétition datée d'Hoboken, le 8 septembre 1890,
Le conseil communal d'Hoboken demande le prompt achèvement du chemin de fer d'Anvers-Sud à Bruxelles par Hoboken, Hemixem, Schelle, Niel, Boom, Willebroek, Thisselt, Ramsdonck, Nieuwenrode, Meysse, etc.
Même pétition du conseil communal de Saint-Amand. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 27. | §913. | Par pétition datée de Jolimont, le 6 novembre 1890,
Les membres du comité de la « Fédération des sociétés ouvrières et démocratiques du bassin du centre du parti ouvrier » réclament la revision de l'art. 47 de la Constitution. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : Renvoi à la section centrale pour l'examen de la proposition de revision constitutionnelle.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 28. | §914. | Par pétition datée d'Auvélais,
Le sieur Rogissart, facteur des postes d'Auvélais, sollicite une augmentation de traitement. |
|-----|-------|--|

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 29. | §921. | Par pétition datée de Ciply, le 14 novembre 1890,
Le sieur Romvaux, secrétaire communal, à Ciply, |
|-----|-------|--|

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
----------------------------	--

propose une mesure tendant à accorder l'électorat général aux capacitaires.

DÉCISION : Renvoi à la section centrale pour l'examen de la proposition de revision constitutionnelle.

30.	8923.	Par pétition datée de Jemappes, le 16 novembre 1890.
-----	-------	--

Le sieur Urbain, ancien houilleur, à Jemappes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution des sommes qu'il a versées à la caisse de secours de la société « Belle et bonne », aujourd'hui dissoute et reconstituée sous une autre firme. Il sollicite, en outre, un secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

31.	8924.	Par pétition datée de Beerst,
-----	-------	-------------------------------

Le sieur Loncke, instituteur pensionné, à Beerst, se plaint que sa pension ne soit pas réglée conformément aux dispositions de la loi et demande que son état de service fasse l'objet d'un examen.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

32.	8926.	Par pétition datée d'Ypres, le 10 novembre 1890,
-----	-------	--

Des avocats et des avoués du barreau d'Ypres prient la Chambre de repousser la demande formulée par quelques commerçants des cantons de Roulers, Ardoye, Hooglede et Iseghem tendant à obtenir la création, à Roulers, d'un tribunal de commerce.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

33.	8928.	Par pétition datée de Roulers,
-----	-------	--------------------------------

Le sieur Berten, à Roulers, se plaint de ne pouvoir, en dépit de la teneur d'une circulaire de l'administration de l'enregistrement, faire imputer, sur de nouvelles vignettes, les droits de timbre d'anciennes vignettes timbrées à l'extraordinaire. Il demande, en outre, que cette circulaire soit complétée par une autre circulaire explicative.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions.
-----------------------------	--

54.

5929.

Par pétition sans date,

Des habitants de diverses localités réclament la revision de l'article 47 de la Constitution et l'introduction du suffrage universel à tous les degrés.

Même demande des président et secrétaire de la « Fédération verviétoise du parti ouvrier ».

DÉCISION : Renvoi à la section centrale pour l'examen de la proposition de revision constitutionnelle.

55.

5930.

Par pétition datée de Herve,

La dame Bertrams, à Herve. veuve du sieur Michaux, ancien instituteur communal pensionné, sollicite un secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

56.

5931.

Par pétition datée de Weelde, le 15 novembre 1890,

Le conseil communal de Weelde réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir la construction d'une chaussée allant de cette localité à la station du chemin de fer de Weelde-Merxplas.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

37.

5936.

Par pétition datée de Gand,

Le sieur Moreels, à Gand, propose des réformes en matière électorale.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

38.

5938.

Par pétition datée de Liège, le 18 novembre 1890,

Le sieur Laurent, à Liège, se plaint que les personnes qui ont subi une peine correctionnelle ne soient plus admises à bénéficier d'un certificat de moralité. Il demande qu'une loi les relève de cette déchéance.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions.
39.	5944.

Par pétition datée de Dion-le-Mont, le 23 novembre 1890,

Des habitants de Dion-le-Mont réclament l'intervention de la Chambre afin que l'administration communale soit mise en demeure de faire curer et réparer les puits publics et de rendre praticable le chemin n° 17.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

40. 5945.

Par pétition datée de Thollembeek,

Des habitants de Thollembeek demandent la transformation en halte du point d'arrêt établi à Thollembeek.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

41. 5949.

Par pétition datée de Ledeghem, le 25 novembre 1890,

Le sieur Messely, cabaretier, à Ledeghem, patenté avant le 13 juillet 1889 pour la vente des boissons alcooliques, demande à ne payer qu'un droit de licence de 15 francs.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

42. 5951.

Par pétition datée d'Ixelles, le 26 novembre 1890,

Le sieur Dubuc, vérificateur pensionné, à Ixelles, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le maximum de sa pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

43. 5952.

Par pétition datée d'Awans-Aywaille, le 27 novembre 1890,

Le sieur Remy, à Awans-Aywaille, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir de la Société anonyme en liquidation « Le Crédit populaire », la remise des titres qu'il a souscrits.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
